

## Conditions générales du contrat Occasion

### Conditions générales de vente (CGV) de l'entreprise de garage Zentrum-Garage Dürdingen AG (ci-après dénommée "entreprise de garage") pour les achats d'occasion.

#### 1. Caractéristiques du véhicule

Toutes valeurs et indications sont à considérer comme des données approximatives.

#### 2. Réserve de propriété

Jusqu'au paiement complet du prix de vente, intérêts moratoires et frais éventuels inclus, le véhicule ainsi que toutes ses pièces et accessoires font l'objet d'une réserve de propriété en faveur du vendeur, conformément à l'art. 715 du Code civil suisse, inscrite au registre public.

#### 3. Véhicule de reprise

L'acheteur déclare expressément que le véhicule de reprise ne fait l'objet d'aucun pacte de réserve de propriété, ni de prétentions de tiers.

#### 4. Responsabilité pour les défauts

##### 4.1 Sortes :

A. Pour les occasions bon marché (cf. au recto), il n'existe aucune garantie, sauf dispositions impératives, toute résiliation du contrat ou réduction du prix demeurant cependant exclues.

B. S'il existe une assurance-garantie spéciale pour le véhicule, celle-ci supplée la garantie selon le chif. C. ci-après. Assurance-garantie

oui  non  Police no Assurance

C. Pour tous les autres véhicules, le vendeur assure les prétentions découlant de la garantie de fabrique jusqu'à la date de son expiration, dans le cadre et l'étendue prévus soit par les dispositions concernant la garantie de fabrique, soit en vertu d'un document de garantie séparé qui fait partie intégrante de ce contrat. Lorsque l'acheteur fait valoir la garantie, celle-ci obéit aux dispositions suivantes :

1. En lieu et place d'autres actions en garantie, l'acheteur ne peut exiger du vendeur que la suppression des défauts (réparation) en vertu des clauses qui suivent :

a) Cette prétention s'étend à la réparation ou au remplacement des pièces défectueuses et à la suppression d'autres dommages du véhicule, pour autant que ces derniers aient été causés directement par les pièces défectueuses. Les pièces remplacées lors de la réparation deviennent propriété du vendeur.

b) L'acheteur doit immédiatement signaler, dès leur constatation, tout défaut au vendeur ou le lui faire constater. Sur demande, il doit remettre le véhicule au vendeur en vue de la réparation. Le vendeur peut faire exécuter le travail par un tiers, sans pour autant être libéré de sa responsabilité pour la garantie.

c) La garantie est caduque si le défaut provient d'une mauvaise utilisation du véhicule, d'un mauvais entretien, d'une trop grande sollicitation de la mécanique, de transformations inadaptées, de modifications personnelles ou de l'inobservation des instructions contenues dans les manuels d'utilisation.

L'usure naturelle exclut dans tous les cas le recours à la garantie.

2. Si un défaut important ne peut être supprimé, malgré plusieurs réparations, l'acheteur est en droit, soit d'exiger une diminution du prix, soit de se départir du contrat. Un droit de l'acheteur au

remplacement du véhicule n'existe en aucun cas. Si le contrat est résilié, les km parcourus doivent être payés et des intérêts versés sur le montant du prix d'achat déjà acquitté (taux de 1% supérieur au taux d'intérêt pour hypothèques variables de l'Union de Banques Suisses UBS).

3. La réparation ne prolonge pas - excepté pour les pièces remplacées - le délai de garantie.

4. En cas de vente du véhicule, les prétentions résultant de la garantie passent à l'acquéreur dans la mesure où elles sont cessibles et demeurent valables jusqu'à l'expiration du délai de garantie.

4.2 Toutes prétentions fondant une responsabilité plus étendue – sous réserve de dispositions plus étendues – sont exclues.

## **5. Demeure**

5.1 Demeure du vendeur. En cas de demeure dans la livraison, l'acheteur peut exercer les droits légaux découlant de la demeure, après avoir procédé à une interpellation écrite et lorsqu'un délai supplémentaire de 30 jours, fixé par écrit, s'est écoulé sans que le vendeur se soit exécuté. L'acheteur ne peut en aucun cas prétendre à la réparation de dommages qui n'ont pas été causés par le vendeur.

5.2 Demeure de l'acheteur. Lorsque, après une interpellation écrite, l'acheteur est en demeure de prendre livraison du véhicule, le vendeur doit lui fixer par écrit un délai supplémentaire de 30 jours. Après l'écoulement de ce délai et sans réaction de la part de l'acheteur, le vendeur peut:

- a) exiger l'exécution du contrat et demander des dommages-intérêts pour livraison tardive ou
- b) renoncer à l'exécution tardive et 15% du prix du véhicule acheté comme réparation du dommage; toutefois, le vendeur se réserve le droit de faire valoir un dommage plus étendu ou
- c) se départir du contrat.

Le vendeur possède les mêmes droits lorsque l'acheteur, après interpellation écrite, est en demeure de payer le prix d'achat ou plus de la moitié de ce montant et que le vendeur, lui a fixé sans succès, par écrit, un délai supplémentaire de 30 jours. Le taux d'intérêt dont l'acheteur doit s'acquitter en cas de demeure ou de suspension du contrat est de 1% supérieur au taux d'intérêt pour hypothèques variables de l'Union de Banques Suisses UBS. Lorsque le vendeur se départit du contrat après que le véhicule ait été mis en circulation, le dommage se calcule de la manière suivante: Fr. par jour, à compter de la livraison du véhicule ainsi que centimes par km parcouru. Cependant, l'acheteur peut prouver que le dommage est moins important; inversement, le vendeur peut démontrer que le dommage est plus considérable.

## **6. Profits et risques**

6.1 Le vendeur supporte les risques pour perte ou diminution de valeur du véhicule acheté jusqu'à sa livraison. Si l'acheteur est en demeure de prendre livraison du véhicule vendu et que le délai supplémentaire est écoulé sans qu'il se soit exécuté, les risques passent à sa charge.

6.2 L'acheteur supporte les risques pour perte ou diminution de valeur du véhicule de reprise jusqu'à sa livraison. Si le vendeur est en demeure de prendre livraison du véhicule acheté et que le délai supplémentaire est écoulé sans qu'il se soit exécuté, les risques passent à sa charge.

## **7. Réserve d'approbation**

Ce contrat ne viendra à chef qu'en cas d'approbation par la direction ou par l'organe compétent de l'entreprise en la matière. L'approbation est réputée parfaite, si l'acheteur n'est pas informé par écrit dans les 5 jours que le contrat n'est pas conclu. En cas de refus d'approbation, il n'existe aucun droit - sous réserve de dispositions légales impératives – à des dommages-intérêts.

## **8. Données clients**

L'acheteur/client accepte que ses données personnelles soient traitées à des fins de traitement contractuel, de service à la clientèle et de marketing (statistiques, envoi de brochures et d'offres, optimisation de la qualité de service pour répondre aux besoins différents et individuels des clients existants et potentiels). Il accepte également que ses données personnelles soient également transmises aux importateurs/fabricants ayant leur siège à l'étranger pour les finalités susmentionnées.

## **9. For judiciaire**

Pour tout litige résultant du présent contrat, les parties conviennent d'élire comme for celui des tribunaux ordinaires du siège/domicile du vendeur. Le vendeur se réserve également le droit d'ouvrir action au for du siège/domicile de l'acheteur.

## **10. clause de médiation / tribunal compétent**

En cas de litiges, de désaccords ou de prétentions découlant du présent contrat (ou en relation avec le présent contrat, tels que sa validité, sa dissolution, etc.), une médiation (selon les directives de la SKWM (Chambre suisse de médiation commerciale)) sera effectuée en priorité. L'action en justice ordinaire est abandonnée jusqu'à ce que la médiation soit terminée. Le siège de la procédure de médiation est à Düringen. La langue de la médiation est l'allemand. En cas d'accord, les frais de médiation sont supportés à parts égales par les deux parties. En cas de désaccord, les frais sont à la charge de l'orateur. Dans les procédures judiciaires ou arbitrales ultérieures, ces frais de médiation font partie du dommage indemnifiable et sont répartis ou imposés comme frais précontentieux en fonction de l'issue de la procédure judiciaire ou arbitrale, de la même manière que les frais judiciaires ou d'arbitrage.

Pour les litiges qui n'ont pas été réglés par médiation, les parties conviennent de la compétence des tribunaux ordinaires au domicile du garage. Au lieu de cela, l'entreprise de garage est libre de faire appel aux tribunaux ordinaires au siège social ou au domicile de l'acheteur.

Lieu/Date:

Pour le vendeur:

Pour l'acheteur:

Celui-ci certifie en outre par sa signature qu'il a lu les conditions générales du contrat et qu'il a pris connaissance de la réglementation mentionnée ci-dessus